

Les principes théoriques du marché

Denis Clerc

DANS **L'ÉCONOMIE POLITIQUE** 2008/1 (N° 37), PAGES 7 À 22
ÉDITIONS **ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES**

ISSN 1293-6146

DOI 10.3917/leco.037.0007

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2008-1-page-7.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Alternatives économiques.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les principes théoriques du marché

Denis Clerc,
fondateur d'*Alternatives Économiques*.

DÉPUIS PLUS DE DEUX SIÈCLES, LE MARCHÉ EST SUJET DE discordes entre économistes. Les uns y voient un merveilleux mécanisme d'horlogerie qui, par le miracle du mouvement des prix, transforme le chaos en ordre, la multitude des intérêts particuliers en intérêt général. Les autres y voient une source d'inégalités sociales sans cesse renouvelées, où le fort tire profit du faible, où l'avidité – « *enrichissez-vous !* » – tient lieu de morale et de ressort. D'un côté, l'apologie de la « main invisible » conduisant chacun à « *remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions* », de l'autre, des « *stimulants grossiers* » conduisant à élever des « *chasseurs de dollars* » (John Stuart Mill).

Il y a, bien sûr, de la caricature dans cette opposition frontale, surtout aujourd'hui que le rival du capitalisme, qui prétendait remplacer avantageusement le marché par le plan, a jeté l'éponge. Le marché n'a plus d'adversaire mais seulement des critiques, qui contestent moins le marché lui-même que sa capacité à être un bon régulateur de l'activité économique et un juste distributeur des gains qu'il engendre. Même Mill, qui se disait pourtant socialiste, avait, quelques pages après qu'il eût dénoncé l'immoralité du marché, que, « *au lieu de considérer, comme la plupart des socialistes, la concurrence comme un prin-*

cipe funeste et antisocial, [...] je vois que tout ce qui la limite est un mal et que tout ce qui l'étend [...] est un bien en définitive ». Bref, si certains économistes contestent le marché, ce n'est généralement pas pour le remplacer, mais pour le compléter, l'encadrer ou le limiter par d'autres formes de régulation. La légitimité du marché, au fil du temps, a fait l'objet d'une reconnaissance croissante, même chez les critiques les plus impitoyables du capitalisme, comme Marx et ceux qui s'en réclament. Mais admettre le marché ne signifie pas le sanctifier, et les querelles entre laudateurs et critiques portent sur deux points essentiels : son efficacité et ses effets sociaux.

La victoire intellectuelle du marché

Le marché a incontestablement gagné la bataille des idées. Les deux grandes idéologies qui, au XIX^e siècle, se posaient en concurrentes de l'organisation marchande – le communisme et le coopérativisme –, sans disparaître de la scène, comme certains le disent imprudemment, ont accepté plus ou moins facilement de faire place au marché. Pour le coopérativisme, cela s'est fait assez vite. Si Pierre-Joseph Proudhon faisait de l'association des producteurs (et du crédit gratuit) la base de l'organisation sociale, il n'est jamais allé plus loin et ne s'est jamais prononcé sur la façon dont les associations pratiqueraient l'échange entre elles. Parmi les théoriciens de la coopération de production, aucun ne s'est jamais prononcé contre le marché. Philippe Buchez, qui a posé les bases des associations ouvrières, devenues aujourd'hui les Scop (sociétés coopératives ouvrières de production), cherchait à faire en sorte que l'accumulation du capital n'enrichisse pas les producteurs considérés individuellement, mais soit socialisée au bénéfice du collectif des travailleurs : la règle de l'impartageabilité des réserves et de la non-valorisation des apports individuels demeure, aujourd'hui encore, la règle d'or des Scop. Mais il n'a jamais été question de bouter le marché : les producteurs associés devaient chercher à vendre le mieux possible le produit de leur travail. Même si certains intellectuels, comme Marcel Mauss, avançaient que les coopératives, en socialisant le capital, « *suppriment [...] tous les jours un peu de capitalisme* »^[1], ils prenaient bien soin de distinguer le marché – outil efficace – du capitalisme – mode de production reposant sur la propriété privée individuelle des moyens de production –, ce qui suscitait la méfiance de Marx. Dans un discours devant l'Association internationale des travailleurs, en 1872, ce dernier s'oppose violemment à la nationalisation de la terre parce que, dit-il, « *Abandonner le sol à*

[1] Cité par Sylvain Dzimira dans *Marcel Mauss, savant et politique*, éd. La Découverte, 2007, p. 110.

des travailleurs ruraux associés, ce serait exclusivement remettre la société entre les mains d'une seule classe de producteurs ». Bien qu'il s'agisse ici de terre et de travailleurs ruraux, il n'est pas bien difficile d'appliquer plus largement cette critique à la coopération de production : remettre un outil entre les mains d'un groupe de travailleurs, ce serait prendre le risque que ce groupe devienne exploiteur du travail des autres.

La coopération de consommation, dont le principal théoricien fut Charles Gide, ne marque pas plus de réticence à l'idée du marché que Buchez. Charles Gide estimait que *« la véritable fonction des sociétés de consommation [les actuelles coopératives de consommation] est de conférer à la classe ouvrière les connaissances et les vertus sans lesquelles jamais elle ne réussira à occuper dans l'ordre social la place à laquelle elle aspire et elle a droit »*. Il n'est donc pas question de supprimer le marché mais, au contraire, de s'en servir comme d'un instrument de pouvoir, de façon à donner aux travailleurs le pouvoir qui est celui du capital. Gide, sur ce point, est très clair : *« Tandis que, dans l'ordre des choses actuel, c'est le capital qui, étant propriétaire, touche les bénéfices, et c'est le travail qui est salarié, dans le régime coopératif, par un renversement de la situation, c'est le travailleur ou le consommateur qui, étant propriétaire, touchera les bénéfices, et c'est le capital qui sera réduit au rôle de simple salarié »* [2]. Il s'agit de changer les relations de pouvoir, pas les règles du jeu.

[2] « La coopération et le parti ouvrier de France », discours d'inauguration du second Congrès des sociétés coopératives de France, prononcé par Gide en 1886, in Charles Gide, *Œuvres*, t. 4, éd. L'Harmattan, 2001, p. 100.

Quant au communisme – la deuxième idéologie contestant l'organisation bourgeoise de la société –, son principal penseur, Marx, se pose incontestablement en critique impitoyable du marché. Avec Engels, dans *Le Manifeste du Parti communiste*, il souligne que *« le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux ; il n'ôte que le pouvoir de s'assujettir par cette appropriation le travail d'autrui »*, ce qui passe par une *« centralisation nationale des moyens de production »*, estime-t-il dans le livre III du *Capital*, et Engels en rajoute une couche en estimant (dans l'*Anti-Dühring*) que, *« dans la prise de possession sociale des moyens de production, la production marchande cesse »*. En outre, Marx n'a cessé de dénoncer la mystification marchande qui permet de masquer l'exploitation du travail puisque chaque marchandise, y compris la force de travail, est payée à sa valeur dans l'échange marchand. Il ne fait donc pas de doute que le communisme, en visant à ce que la



p. 10

loi de la valeur^[3] soit remplacée par la règle formulée en 1875 dans la *Critique du programme de Gotha* (« de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »), a pour ambition d'abolir le marché.

Pourtant, durant la première moitié du XX^e siècle, se développa un débat nourri autour de l'idée d'un « socialisme de marché », lancé par trois théoriciens pourtant très hostiles politiquement au socialisme : Vilfredo Pareto, Friedrich von Wieser (dont l'un des élèves s'appelait Ludwig von Mises) et, surtout, Enrico Barone. Ce dernier publia en 1908 un article (traduit en français en 1938 dans un livre au titre évocateur : *L'Economie dirigée en régime collectiviste*) dans lequel il soutenait que les résultats

d'une économie planifiée étaient similaires à ceux d'un marché de concurrence parfaite, à la Walras, dès lors que l'agence centrale de planification, grâce à un système d'équations, déterminait un système de prix tenant compte de l'utilité marginale des consommateurs. Barone montrait que le « centre » demeurait maître de la répartition initiale des revenus (un peu comme Walras imaginait une « dotation initiale » en facteurs de production donnée par ailleurs) et qu'un système d'équations inspiré de la démarche walrasienne permettait d'en déduire un système de prix assurant une production optimale. Ce qui revenait à soutenir qu'il y avait identité entre concurrence parfaite et planification, dès lors que cette dernière visait à équilibrer offre et demande pour chaque produit.

Ce résultat mit en fureur Ludwig von Mises, qui s'escrima dans les années 1930 à dénoncer l'imposture d'une telle démarche : non seulement le planificateur est dans l'incapacité de rassembler l'ensemble des informations qui lui permettraient de fixer des prix rationnels, mais en outre cette démarche oublie le rôle essentiel du profit, qui influe fortement sur les décisions des producteurs, et celui de la concurrence, qui élimine impitoyablement les producteurs les moins efficaces. Imaginer que le plan puisse remplacer ces deux mécanismes, c'est se leurrer. Le point final de cette querelle sur le « socialisme de marché » fut apporté par Oskar Lange, un économiste polonais, qui montra que von Mises

POLANYI SOUTIENT LA THÈSE QUE, AU COURS DU XIX^e SIÈCLE, LE MARCHÉ, INSTITUTION À SES YEUX UNIVERSELLE MAIS AU RÔLE LIMITÉ, A CONNU UNE TRANSFORMATION LORSQUE LE TRAVAIL, LA TERRE ET LA MONNAIE SONT DEVENUS DES MARCHANDISES, C'EST-À-DIRE DES BIENS DONT LE PRIX, SUSCEPTIBLE DE VARIER, ÉTAIT FIXÉ SUR UN MARCHÉ.

[3] Terme consacré pour désigner le fait que, sur le marché, la valeur d'une marchandise est fonction de la quantité de travail socialement nécessaire pour sa production, le prix oscillant autour de cette valeur en fonction de l'intensité de la concurrence et de l'importance relative du capital constant (équipements de production) qu'elle a nécessité.

avait tort et que, si les prix étaient fixés en fonction du coût marginal de production, on aboutissait à des prix relatifs identiques à ceux qu'un marché de concurrence parfaite fixerait. Mais, alors, quel était l'intérêt d'un Plan, s'il parvenait aux mêmes prix que le marché ? Ne valait-il pas mieux s'en remettre au marché, quitte à surveiller qu'il soit bien de concurrence parfaite et que la propriété du capital soit publique ? Ce fut la conclusion de toute une série de théoriciens russes, de Leonid Kantorovitch (le seul économiste soviétique qui ait reçu le prix de la Banque de Suède en économie, en 1975, pour ses travaux sur les « prix objectivement déterminés ») à Evseï Liberman. Avant même qu'il ne se soit effondré, le socialisme soviétique avait ainsi rendu les armes.

Cette victoire du marché par abandon du *challenger*, Karl Polanyi l'avait mise en scène dès 1944 dans *La Grande Transformation*^[4]. Il y soutient la thèse que, au cours du XIX^e siècle, le marché, institution à ses yeux universelle mais au rôle limité, a connu une transformation lorsque le travail (ou la « force de travail », pour reprendre le vocabulaire marxiste), la terre et la monnaie sont devenus à leur tour des marchandises, c'est-à-dire des biens dont le prix, susceptible de varier, était fixé sur un marché. Alors l'économie de marché est devenue la société de marché, c'est-à-dire une société où les prétentions autorégulatrices du marché en faisaient l'instance dominante, subordonnant toutes les autres, qu'elles soient politiques ou sociales. C'est la thèse fameuse de l'« encastrement » du social dans l'économique, alors que, antérieurement, c'était l'inverse qui prévalait, l'économique étant, sinon subordonné, du moins encasté dans le social. Dès lors, le marché, devenu hégémonique, avait prétention à réguler l'ensemble de la société. Ce saut qualitatif, cette inversion de sens où, de moyen, le marché est devenu fin, Polanyi y voit le fruit de la révolution industrielle, mais un fruit fécondé – pour ne pas dire mûri artificiellement – par l'Etat^[5] et par son instrument séculier qu'est le droit : « *Une fois que des machines et des installations complexes avaient été utilisées en vue de la production dans une société commerciale, l'idée d'un marché autorégulateur ne pouvait que prendre forme. [...] La transformation des marchés en un système autorégulateur doté d'une puissance effrayante ne résulte pas d'une tendance inhérente aux marchés, mais elle est plutôt l'effet de stimulants artificiels que l'on a administrés au corps social.* »

Michel Henochsberg estime que Polanyi confond marché et économie, attribuant au premier ce qui est en réalité l'œuvre de la seconde. Certes, le marché s'est développé avec la connivence,

[4] Traduit en 1983 aux éd. Gallimard.

[5] Entendu ici au sens de l'ensemble des institutions publiques, même locales. Il met en avant, pour illustrer son propos, le rôle joué par l'Act de Speenhamland qui, en décidant que la loi sur les pauvres devait s'appliquer à tous les salariés au salaire insuffisant, incita les employeurs à passer d'un salaire minimum (calculé en fonction du coût de la vie) à un salaire de marché (fixé par l'offre et la demande). La détermination économique se substituait à la détermination sociale.



voire le concours de l'Etat, qui y voyait notamment l'intérêt de ressources accrues. Mais qu'on laisse le marché tranquille, et qu'on ne le rende pas coupable des impérities du système économique qui l'instrumentalise ! C'est l'économie qu'il faut peut-être remettre à sa place, pas le marché, qui n'y est pour rien. Au contraire : le marché rend à la société humaine un fiéffé service en concentrant en son sein les penchants mercantiles, les calculs intéressés, les jeux de l'échange : « *il fonctionne comme une sorte d'abcès de fixation qui prémunit le corps de la gangrène* »^[6]. Le marché est nécessaire ; à la société d'en délimiter la place, c'est-à-dire l'espace qu'il peut légitimement occuper dans la vie sociale.

L'efficiencia du marché mise en cause

L'idée que le marché puisse être autorégulateur ne va pas de soi. Cela suppose en effet que les prix puissent y fluctuer librement et que les acteurs soient incités à modifier leurs comportements d'achat et de vente en fonction de ces fluctuations. Or, dans la lignée ancienne du colbertisme, toute une tradition économique a longtemps estimé que ces fluctuations et ces

comportements, loin de concourir à l'intérêt général comme l'avancat Adam Smith dans sa fameuse métaphore de la « main invisible », engendraient des effets pernicieux et contraires à l'intérêt général. Ainsi, en 1785, l'intendant François Deso-Delaunois, inspecteur ambulant des manufactures (un corps de fonctionnaires créé par Colbert), avançait : « *Il importe que le commerce soit gouverné*

pour se maintenir dans tout son éclat. Les restrictions qu'une sage politique y apporte ne sauraient être considérées comme une gêne. La liberté qu'il convient de lui accorder doit consister uniquement dans la faculté de faire ce qui est à l'avantage de la société. Le surplus serait dérèglement, et ne tendrait qu'à rendre le bien général victime de l'intérêt particulier »^[7]. Certes, cette conviction est ancrée dans la profession de l'inspecteur, chargé de vérifier la qualité des produits de l'industrie d'alors ; et si Colbert avait imposé ces contrôles, c'était justement parce que l'expérience montrait la mauvaise qualité de nombre de produits manufacturés, notamment dans le textile.

EN 1785, L'INTENDANT FRANÇOIS DESO-DELAUNOIS, INSPECTEUR AMBULANT DES MANUFACTURES, AVANÇAIT : « IL IMPORTE QUE LE COMMERCE SOIT GOUVERNÉ POUR SE MAINTENIR DANS TOUT SON ÉCLAT. LES RESTRICTIONS QU'UNE SAGE POLITIQUE Y APPORTE NE SAURAIENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME UNE GÊNE. »

[6] *La Place du marché*, éd. Denoël, 2001.

[7] Cité in Philippe Minard, *La Fortune du colbertisme*, éd. Fayard, 1998, p. 157.

Mais, au-delà, le jugement de valeur est profondément révélateur d'une philosophie morale encore bien vivante actuellement, et que les mercantilistes avaient particulièrement mise en exergue : le libre commerce est générateur d'abus et va à l'encontre de l'intérêt national. Certains – tel Forbonnais, qui, avec l'abbé Galiani, fut sans doute le plus virulent critique des physiocrates dans les années 1750-1780 – mettent alors en avant d'autres facteurs, le coût du transport notamment, qui limiteraient la concurrence et permettraient aux détenteurs de certaines ressources d'empocher localement une rente de monopole.

Mais c'était le chant du cygne des critiques du marché. Car, avec le « *laissez faire, laissez passer* » de Vincent de Gournay, puis sa mise en œuvre par Turgot (qui se flattait d'être l'ami d'Adam Smith, rencontré lors du voyage de ce dernier en France, quelques années avant la rédaction de *La Richesse des nations*), le marché triomphait des obstacles que l'Etat et les corporations avaient établis des siècles durant. Et Condorcet, l'un des piliers de l'Encyclopédie et intellectuel influent s'il en fut ^[8], écrit à son propos, dans sa *Vie de Monsieur Turgot* : « *Personne n'était plus convaincu que la liberté la plus entière, la sûreté des magasins et des spéculations du commerce, sont le seul moyen de prévenir les disettes et de les réparer.* » Le siècle des libéraux commençait, ouvert précocement par Adam Smith : tout entiers occupés à imaginer la société parfaite, parfois à tenter de la réaliser (comme Etienne Cabet avec son *Icarie*), le plus souvent à préparer la révolution qui permettrait « du passé de faire table rase », ceux qui critiquaient le marché disparaurent de la scène intellectuelle, laissant le terrain entièrement libre à ses partisans. Un siècle où, tandis que révolutionnaires et utopistes tentaient (vainement) d'inventer des alternatives au marché, les économistes dans leur quasi-totalité ^[9] célébraient ses louanges. Le point d'orgue est incontestablement la construction walrasienne de l'équilibre général. Certes, depuis, nombre de critiques ^[10] ont montré que cette construction, avec l'intervention d'un commissaire-priseur chargé de confronter les offres et les demandes et de geler les échanges jusqu'à l'obtention d'un prix d'équilibre, était une fiction ressemblant étrangement au « centre » de Barone ou au « planificateur » de Lange. Mais la force normative de la construction walrasienne était telle qu'elle a imposé une sorte de silence gêné sur ce genre de rapprochements.

[8] Voir le récit détaillé que fait Elisabeth Badinter, dans *Les Passions intellectuelles* (éd. Fayard, 2002), du rôle intellectuel majeur joué par Condorcet dans les années 1770.

[9] Parmi les rares hétérodoxes de ce siècle, on peut citer Sismondi (mettant en cause la stabilité de l'économie de marché), List (mettant en cause le libre-échange), Dupont-White (mettant en cause la répartition des revenus). On peut y ajouter, à la rigueur, Malthus (avec sa contestation de la loi de Say) et John Stuart Mill (avec sa contestation morale et sociale). Mais cela ne fait pas grand monde face à Say, Rossi, Dunoyer, Chevalier, Bastiat, Molinari ou Walras en France, Ricardo, Jevons et Marshall en Angleterre, Menger et Böhm-Bawerk en Autriche, etc.

[10] Parmi les plus récentes et les plus argumentées, on pense particulièrement à Jacques Sapir (*Les Troux noirs de la science économique*, éd. Albin Michel, 2000) et à Bernard Guerrien (*L'illusion économique*, éd. Omniscience, 2007).



Pourtant, approbation ne veut pas forcément dire adoration. Dès le début du XX^e siècle, commencent à se faire jour des critiques qui, sans remettre en cause le marché, en montrent les insuffisances. Le premier à ouvrir le feu est Alfred Marshall, en lançant le concept d'effets externes. Le terme, on le sait, désigne les gains ou pertes de bien-être engendrés sur des tiers par une opération économique dont ils ne sont pas partie prenante mais dont ils subissent les effets, positifs ou négatifs. Comme ces effets ne font pas l'objet d'un contrat, donc d'un prix ou d'un coût, cela signifie que le coût privé de l'opération économique qui est à l'origine de l'effet externe diffère de son coût social. Donc que la main invisible comporte des effets également invisibles. Ou, si l'on préfère, que les prix du marché n'aboutissent pas à un optimum économique : il serait possible d'améliorer le bien-être de certains sans détériorer celui des autres en agissant sur les effets externes.

Alfred Marshall n'était sans doute pas conscient qu'il ouvrait là une boîte de Pandore. Il pensait vraisemblablement que la dimension externe de l'activité économique était limitée à certains cas bien particuliers : il donnait, comme exemple d'effet externe positif, le plaisir procuré aux riverains par la beauté

DÈS LE DÉBUT DU XX^e SIÈCLE, COMMENCENT À SE FAIRE JOUR DES CRITIQUES QUI, SANS REMETTRE EN CAUSE LE MARCHÉ, EN MONTRENT LES INSUFFISANCES. LE PREMIER À OUVRIR LE FEU EST ALFRED MARSHALL, EN LANÇANT LE CONCEPT D'EFFETS EXTERNES.

d'une roseraie, et comme exemple d'effet externe négatif, la pollution d'une rivière par un tanneur. Dans les deux cas, il s'agissait d'effets externes environnementaux. Mais, à bien y réfléchir, les effets externes sont partout. Un nouvel écran de télévision, en déclassant ceux qui existaient avant, contribue à dégrader le bien-être de nombre de

télespectateurs, et à améliorer celui de ceux qui se creusaient la tête pour trouver un cadeau de prix à offrir. Acheter une voiture fait des heureux – le propriétaire et ceux qui l'utiliseront – et des malheureux – les voisins et amis jaloux, les victimes d'embouteillages, ceux qui respirent les particules émises et qui souffrent de l'effet de serre... L'homme étant un animal social, ce qui arrive aux autres affecte son bien-être, en plus ou en moins. Ce qui, à l'évidence, compromet fortement l'individualisme méthodologique sur lequel repose le calcul économique, et fait du marché un mécanisme bien imparfait de mesure des coûts sociaux et du bien-être.

Du même coup, la base solide sur laquelle le libéralisme économique s'appuyait s'effrite : cette base consistait à dire que, l'échange étant libre, toute transaction ne pouvait qu'être bénéfique aux deux parties ou, au pire, ne pouvait léser personne. Sinon, le perdant s'y serait refusé. Adam Smith, le premier, avait relevé qu'il existe des situations où l'un des co-échangistes n'a pas le choix – le salarié face à l'employeur –, et qu'il pouvait donc y avoir des échanges contraints sous l'apparence d'une liberté de chacun des acteurs. Mais le concept d'effets externes remet en cause cette belle construction, puisqu'un tiers apparaît dans la transaction, et que ce tiers n'est ni consulté ni indemnisé si la transaction réduit son bien-être. Il peut y avoir des perdants, et ils ne disposent d'aucun pouvoir pour empêcher la transaction qui les défavorise. Donc le marché ne conduit pas forcément à l'optimum.

**IL PEUT Y AVOIR DES PERDANTS,
ET ILS NE DISPOSENT D'AUCUN POUVOIR
POUR EMPÊCHER LA TRANSACTION
QUI LES DÉFAVORISE. DONC LE MARCHÉ
NE CONDUIT PAS FORCÉMENT À L'OPTIMUM.**

Les tentatives de contre-feu ne tardèrent évidemment pas. Arthur Cecil Pigou, le successeur de Marshall à Cambridge, avança l'idée qu'il revenait à la collectivité de représenter le tiers absent, non pas pour l'indemniser, mais pour corriger le prix du marché en y ajoutant une taxe (ou en attribuant une subvention) censée correspondre au montant monétaire de l'effet externe subi par ce tiers, et amener ainsi le producteur à prendre en compte cet effet externe dans ses calculs et ses décisions de production. Plus récemment, Ronald Coase avança une autre solution : que le tiers absent se mêle à la discussion et propose de payer pour amener le producteur à réduire ou supprimer sa pollution, ce qui permettrait alors de mesurer le « vrai » prix de la pollution aux yeux du tiers en question et d'arriver à un accord bénéfique aux deux parties. Mais comment faire quand cette pollution est le fait de milliers d'acteurs distincts – les automobilistes d'un périphérique – ou est subie par d'autres milliers d'acteurs – les riverains du périphérique, par exemple ? Alors, le niveau élevé des coûts de transaction autant que l'impossibilité de révéler les préférences effectives de chacun des acteurs concernés empêchent toute transaction de type marchand. Bref, les coûts sociaux et environnementaux viennent perturber la belle ordonnance du marché.

L'absence de concurrence parfaite également. Edward Chamberlin et Joan Robinson, dans les années 1930, ont mis en



évidence les conséquences de la concurrence monopolistique : des prix plus élevés, des rentes de situation, un moindre investissement, donc une moindre croissance. Les deux analyses diffèrent pourtant : Chamberlin insiste sur la différenciation des produits et la notion de marque, qui engendrent des quasi-monopoles locaux (un sac Vuitton n'est pas un sac Tati, même si leur fonction « technique » est la même) ; Robinson s'appuie sur l'existence de rendements croissants pour expliquer l'existence d'une firme *leader* qui fixe les prix de toute la branche, chacun s'y tenant. Une troisième cause, depuis, a fait son apparition : les droits de propriété (brevets, droits de reproduction...), qui assurent autant de monopoles légaux provisoires grâce à la protection légale qui leur est assurée. Mais, dans tous cas, le prix du marché n'est pas celui qui assure l'optimum, car il n'est plus déterminé par le coût marginal de la dernière unité produite. Pas grave, rétorqueront cinquante ans plus tard les partisans du tout-marché : l'important est que le marché soit « contestable », c'est-à-dire que n'importe quel nouveau venu puisse y entrer. La crainte qu'il en soit ainsi modérera les appétits des « monopoleurs » ou, s'ils exagèrent vraiment, convaincra certains de passer à l'acte. Sauf que certaines barrières à l'entrée, qu'il s'agisse des brevets (cf. Windows et Microsoft) ou du montant de publicité à dépenser pour parvenir à se faire connaître des acheteurs (dans la parfumerie par exemple), rendent la « contestation » possible du marché aussi crédible que l'existence des Martiens.

Plus récemment, l'apparition des asymétries d'information (Akerlof, Stiglitz et Spence, et beaucoup d'autres) a jeté un nouveau pavé dans la mare du marché. Et si, dans l'échange, l'une des deux parties en savait moins que l'autre ? Le prix devient alors manipulable en fonction de la connaissance par l'acheteur des qualités intrinsèques du produit, et l'on s'éloigne un peu plus de l'optimum. Pis : Lucien Karpik ^[11] montre que, dans l'économie des « produits singuliers » (le bon vin, le bon livre, le bon restaurant, le bon film, la bonne interprétation de *La Flûte enchantée*...), ce n'est plus le prix qui fait la demande, mais la réputation, la renommée, le guide (Michelin par exemple), la critique, le bouche à oreille. Autant dire que la formation des prix s'y explique par la sociologie plus que par l'économie.

Sur les marchés financiers, le prix qui se forme résulte moins de l'efficacité des marchés – la capacité des analystes et des opérateurs à fixer par tâtonnements le « bon » prix, compte tenu du risque

[11] *L'Économie des singularités*, éd. Gallimard, 2007.

et de l'espérance de rendement – que de phénomènes mimétiques. Si bien que, lorsque éclate une crise – comme celle des *subprimes* –, on s'aperçoit avec surprise que toutes les banques ont commis les mêmes erreurs d'appréciation, malgré les bataillons d'analystes qu'elles rémunèrent. « Malgré »... ou peut-être « à cause de », la communauté des analystes parvenant à un jugement implicite partagé, que personne n'ose remettre en cause de crainte d'être perçu par les autres comme incompetent. La « dictature des marchés » serait alors davantage celle de la constitution d'une opinion commune, que chacun, dans le groupe des professionnels concernés, prend du coup pour une connaissance commune (*common knowledge*), jusqu'à ce que les faits révèlent qu'il s'agissait d'une croyance infondée. La bulle éclate alors, et le prix dégringole car le marché n'existe plus, personne ne voulant plus acheter.

Inutile de continuer : le marché à la Walras, celui d'une concurrence parfaite, avec un prix d'équilibre résultant d'une offre déterminée par les coûts et d'une demande déterminée par les préférences, est une fiction. Cela n'empêche pas le marché de fonctionner, incontestablement beaucoup mieux que le plan à la soviétique, grâce à sa réactivité et aux effets du mécanisme des prix. Mais ce fonctionnement n'a rien à voir avec l'optimum que nous vantent les partisans de l'économie de marché. Rentes, distorsions, rapports de force, externalités ou asymétries d'information sont la règle, pas l'exception, et le marché fait des victimes, des erreurs ou des faux pas. Comme l'écrivait Joan Robinson dans sa *Philosophie économique* à propos du système économique (mais ceci peut s'appliquer au marché, qui en est l'une des composantes essentielles) : « *Ce qu'il n'est pas possible de faire, à notre époque, c'est de le défendre dans le style néoclassique, en avançant l'argument que c'est un mécanisme délicat autorégulateur, qui doit être laissé à lui-même pour produire la satisfaction la plus grande pour tous* »^[12]. Il en est de même sur le plan social.

[12] Ed. Gallimard, 1967, p. 224.

Les effets sociaux du marché

Le marché et la justice sociale peuvent-ils faire bon ménage ? C'est parce qu'ils en doutaient que nombre d'hommes se sont révoltés, réclamant de quoi vivre décemment. Si, au XVIII^e siècle, les physiocrates – les libéraux de l'époque, partisans du marché – pensaient que la meilleure réponse à la pénurie de farine et de blé était d'en autoriser la libre circulation, leurs adversaires, au contraire, estimaient que vendre cet aliment de base au plus offrant, c'était



condamner la majorité du peuple à la faim. Ferdinando Galiani, proche des encyclopédistes, résume ainsi cette argumentation : « *Si vous laissez aller librement le blé de Picardie, il ira en Flandre, en Hollande, au Danemark, et partout où il peut aller par eau plutôt que de remonter par un petit espace de transport de terre, puisqu'il n'y a pas de comparaison à faire entre les frais d'un transport maritime et ceux d'un transport par terre* »^[13]. Mais le plus surprenant est que, au sein même de l'école classique, un courant « pessimiste », incarné par Malthus et Ricardo, avançait qu'il était illusoire de croire que l'essor de la production engendré par l'économie de marché puisse modifier en profondeur la « question sociale ». Malthus y voyait « *le résultat nécessaire de la tendance de la race humaine à se multiplier plus vite que ses moyens de subsistance* » et plaidait donc pour une restriction des naissances, mais, ne croyant guère en la possibilité de la mettre en œuvre, il estimait que la pauvreté et la famine demeuraient les seuls instruments efficaces de régulation. Ce n'est pas qu'il était opposé à la redistribution, mais il ne croyait pas aux capacités de cette dernière à résoudre le problème : « *Si tous [les pauvres] pouvaient être soulagés, si la pauvreté pouvait être bannie, même au prix du sacrifice des trois quarts de la fortune des riches, je serais le dernier à dire un seul mot pour m'opposer à ce projet* », écrit-il dans son *Essai sur le principe de population*. Malthus était un conservateur plutôt qu'un libéral : le premier pense que ce qui a été sera toujours, le second croit que la répartition des richesses engendrée par le marché est un fait de nature que l'on ne peut modifier sans catastrophe.

Ricardo, pour sa part, tout en retenant l'argument démographique, ne le mettait pas en première ligne. Sa thèse reposait sur l'inéluctabilité des rendements décroissants en agriculture : quoi que l'on fasse, plus le nombre d'hommes augmente, plus les coûts de production des produits dont ils se nourrissent augmentent également, donc plus les prix augmenteront. Claude-François Joseph d'Auxiron, un précurseur de Malthus, décrivait ainsi les conséquences de cette loi inéluctable sur l'« ouvrier » : « *Il faut toujours au moins que son salaire suffise pour vivre et qu'il soit en équilibre avec ses besoins. S'il se trouvait un temps où la chose ne fût pas ainsi, l'ouvrier souffrirait et diminuerait conséquemment en nombre. Les ouvriers devenus moins nombreux ne suffiraient plus à l'ouvrage : la main-d'œuvre renchérirait et l'équilibre se rétablirait de lui-même entre les salaires et les besoins* »^[14]. Rôle funeste du marché, condamnant les « hommes

[13] Cité par Yves Citton dans son délicieux *Portrait de l'économiste en physiocrate*, éd. L'Harmattan, 2000, p. 108.

[14] *Principes de tout gouvernement ou Examen des causes de la splendeur ou de la faiblesse de tout Etat considéré en lui-même et indépendamment des mœurs*, 1766, cité in Y. Citton, *op. cit.*, p. 239.

en trop » à disparaître. « *Dismal science* » (« science lugubre »), commentait sombremenent l'historien écossais conservateur Thomas Carlyle.

Mais cette vision pessimiste n'était pas la règle. Les « ultralibéraux », dirions-nous aujourd'hui, comme Bastiat, croyaient aux *Harmonies économiques* ; les « sociaux-démocrates », comme Mill, aux vertus de la redistribution. En 1848, dans ses *Principes d'économie politique*, qui furent le premier *best seller* d'analyse économique, ce dernier décrivait ainsi la bonne société qu'il appelait de ses vœux : « *Une masse abondante et bien payée de travailleurs ; pas de fortunes énormes, sauf ce que l'on a pu gagner et accumuler pendant la durée d'une vie, mais un nombre beaucoup plus grand qu'actuellement de gens exempts des labeurs les plus pénibles mais qui jouiraient de suffisamment de loisirs, à la fois physiques et intellectuels, libérés des détails mécaniques, pour leur permettre de cultiver librement les grâces de la vie afin qu'ils offrent des exemples de ces charmes aux classes moins fortunées et moins favorisées.* » Le tout grâce à l'impôt et à la sagesse des hommes.

SELON MARX, LES MÉCANISMES DE MARCHÉ PERMETTENT DE MASQUER L'INJUSTICE FONDAMENTALE DU SYSTÈME, EN LAISSANT CROIRE QUE CHAQUE ÉCHANGE EST RÉALISÉ À SA VALEUR, QU'IL N'Y A NI VOL NI SPOLIATION.

Puis Marx vint, avec sa théorie de la valeur travail, reprise de Ricardo sur le fond mais appliquée pour la première fois à la « force de travail », une marchandise comme les autres, donc soumise à la règle commune du marché selon Marx : le salaire est égal au coût de production des éléments dont la force de travail a besoin pour s'entretenir et se reproduire. Par conséquent, si, du fait du travail incorporé, une marchandise vaut 100 et si la force de travail, pour être entretenue, nécessite un coût de 50, la différence va dans la poche du propriétaire des moyens de production. L'exploitation ne résulte donc pas des mécanismes de marché, mais de la différence entre coût de production des marchandises et coût de reproduction de la force de travail utilisée. Mais les mécanismes de marché permettent de masquer l'injustice fondamentale du système, en laissant croire que chaque échange est réalisé à sa valeur, qu'il n'y a ni vol ni spoliation. Certes, Marx prend bien soin de spécifier que le coût de reproduction de la force de travail comporte des « *éléments moraux et historiques* », ce qui fait que, contrairement à Ricardo, par exemple (ou à Lassalle, qui avait popularisé l'idée



d'une « *loi d'airain des salaires* »), il avance que les travailleurs disposent d'une marge de manœuvre pour réduire l'exploitation dont ils sont victimes. Toutefois, il ne faut pas se bercer d'illusions : quand bien même les travailleurs d'une entreprise parviendraient à arracher à leur employeur une hausse de salaire, la concurrence contraindrait vite ce dernier à se plier à la règle commune. Le système n'est donc pas amendable.

La démonstration était forte, et tant qu'on adhérerait à l'idée de la valeur travail, elle était difficilement critiquable. L'arrivée sur la scène intellectuelle des marginalistes et de leur thèse d'une valeur subjective, liée non à la quantité de travail utilisée, mais à l'utilité (pour le consommateur) et au coût marginal (pour le producteur), permit de se débarrasser de l'hypothèque marxienne.

Désormais le salaire allait être fixé sur un marché où ce serait la productivité supposée du futur salarié qui fixerait la limite maximale à laquelle l'employeur accepterait de l'embaucher, puisque c'est cette productivité qui, pour l'essentiel, déterminait le coût marginal. Mais très vite, Alfred Marshall – encore lui – souleva la question essentielle

qui, durant un siècle (et ce n'est pas fini), allait tarauder les économistes du courant dominant : et si, sur le marché du travail, l'équilibre entre offre et demande de travail allait se réaliser avec un salaire ne permettant pas de vivre ? Faudrait-il alors que l'Etat intervienne ? Et si oui, serait-ce en fixant un salaire minimum, avec le risque de voir une partie des salariés ne plus trouver d'emploi ? Ou en complétant le salaire en question par un complément versé aux salariés (du type « prime pour l'emploi ») ou une subvention versée aux employeurs (comme une réduction de cotisations sociales) ?

On connaît la réponse des néoclassiques, encore aujourd'hui. Si la surabondance d'offre de travail (c'est-à-dire de candidats à l'emploi) devait excéder la demande (les offres d'emploi), provoquant une baisse des salaires proposés, les mécanismes de marché joueraient forcément et il se trouverait quantité d'employeurs potentiels, prêts à embaucher des candidats dès lors que leur productivité dépasserait le montant du salaire proposé. Il ne peut donc exister aucun sous-emploi, et le chômage ne peut alors

**SCHUMPETER EN RAJOUTA UNE COUCHE
EN AVANÇANT QUE, POUR QUE
LA BOURGEOISIE PRENNE LES RISQUES
SANS LESQUELS L'INNOVATION NE VERRAIT
PAS LE JOUR, IL FALLAIT QUE « DES GAINS
IMPRESSIONNANTS [SOIENT] JETÉS EN PÂTURE
À UNE FAIBLE MINORITÉ DE GAGNANTS ».**

qu'être volontaire, parce que tel ou tel salarié refuse l'évidence, à savoir que sa productivité est moindre que le salaire exigé. Et si l'on se plaint de ce que les salaires sont trop bas, que les salariés se forment : leur productivité augmentera et ils gagneront alors correctement leur vie.

Le courant autrichien, encore plus radical, avance que, certes, la répartition des gains dans une économie de marché (l'« *ordre de marché étendu* », sous la plume de Hayek) fait des gagnants et des perdants, sans que les premiers l'aient forcément mérité ni que les seconds aient démérité ; mais telle est la condition pour que les hommes soient incités à sélectionner les solutions les plus efficaces, et c'est à ce prix que l'économie tout entière peut progresser. Ce que Hayek, dans *Le Mirage de la justice sociale*, exprime ainsi : « *C'est un aspect nécessaire de ce processus d'adaptation continue aux circonstances changeantes, adaptation dont dépend le simple maintien même du niveau de prospérité atteint, que certaines gens aient à supporter l'amère expérience d'apprendre qu'ils ont mal orienté leurs efforts, et soient obligés de chercher ailleurs une occupation rémunératrice. Il en va de même quant à l'amertume causée par des gains immérités qui échoient à d'autres personnes pour lesquelles les choses ont mieux tourné qu'elles ne pouvaient raisonnablement l'espérer.* » Et Schumpeter, autrichien lui aussi, mais qui ne se reconnaissait pas dans le courant souvent appelé « ordo-libéral » de von Mises et de Hayek, en rajouta une couche en avançant que, pour que la bourgeoisie prenne les risques sans lesquels l'innovation ne verrait pas le jour, il fallait que « *des gains impressionnants [soient] jetés en pâture à une faible minorité de gagnants et, du même coup, impriment une impulsion beaucoup plus puissante que ne l'aurait fait une répartition plus égalitaire et plus "juste"* »^[15]. Bref, un marché moins inégalitaire aboutirait à une société moins dynamique.

Pourtant, ce n'est pas ce que montre l'observation de la réalité : la forte réduction des inégalités qui a eu lieu au cours des « Trente Glorieuses » en Europe s'est accompagnée d'une croissance économique sans précédent. Certes, il s'agissait pour une part d'un rattrapage. N'empêche : socialiser une partie du salaire, la redistribuer sous forme de prestations sociales, a permis durant cette période de gonfler suffisamment la demande pour assurer le plein-emploi^[16], même si cela s'est accompagné d'une inflation croissante. Plus près de nous, l'exemple des

[15] *Capitalisme, socialisme et démocratie*, éd. Payot, 1974, p. 109.

[16] Ce n'est évidemment pas la seule raison : le rôle de la politique économique a sans doute été important.



[17] Titre du très intéressant livre d'Augustin Landier et David Thesmar (éd. Flammarion, 2007).

pays nordiques semble montrer que les mécanismes de marché peuvent s'accompagner de politiques redistributrices sans que la dynamique économique en soit freinée. Il faut dire aussi que, dans nombre d'autres pays, l'incapacité de l'Etat-providence à réduire la pauvreté et le chômage jette une ombre, pour ne pas dire un doute majeur, sur les formes de redistribution mises en œuvre au cours du dernier demi-siècle, expliquant sans doute que la thèse du « Grand Méchant Marché »^[17] ne fasse plus guère recette dans les milieux intellectuels (même s'il n'en est pas de même dans les milieux populaires, qui subissent de plein fouet la précarité). Bref, là encore, le marché a gagné, mais moins d'un point de vue théorique que du point de vue idéologique, comme en témoigne la multiplication des discours à la Guizot sur le thème « enrichissez-vous ».

Enfin, au-delà des querelles – somme toute traditionnelles – sur les éventuels conflits entre l'économie et le social, une nouvelle réflexion tend à se faire jour, incarnée par deux noms : Rawls et Sen. Le premier soutient que les inégalités ne sont justes que si elles permettent une amélioration du sort des plus défavorisés. Le second, que la justice sociale implique que chacun puisse réaliser ses capacités personnelles, et que c'est donc la réduction des inégalités des « capacités » qui compte, davantage que celle des inégalités de revenu. Or, livré à sa dynamique propre, le marché n'assure ni l'une ni l'autre de ces deux conditions. Dans les deux cas, donc, la problématique retenue aboutit à la mise en œuvre de règles ou de politiques destinées, sinon à contrer le marché, du moins à le corriger. En posant d'emblée que le problème n'est plus le marché mais la justice sociale (et certains, comme Richard Layard, ajoutent « le bonheur »), ces problématiques tendent à relativiser la toute-puissance du discours économique et à vouloir le mâtinier de considérations plus philosophiques et normatives. La période de réhabilitation du marché est peut-être en train de se terminer, moins au profit d'une réflexion alternative qu'au profit d'une réflexion différente : comment mettre le marché au service d'un projet ayant plus de sens que l'appel à l'enrichissement ? ■